

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9356>

Les nouveaux profils des espions à la française

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mercredi 26 novembre 2008

Spyworld Actu

De l'école de police à Sciences Po, les services de renseignement cherchent des ingénieurs, des traducteurs, des analystes financiers. Une « Intelligence Academy » française va voir le jour.

La conférence sur la migration des tribus pachtounes en Afghanistan s'a-chève dans les salons d'un hôtel parisien. L'orateur, jeune géopolitologue parlant le dialecte pour avoir séjourné dans la région, s'apprête à quitter la salle. Un inconnu l'aborde en lui dévoilant, sans plus de détail, qu'il travaille au ministère de l'Intérieur. Il aimerait le revoir pour profiter de son expertise ou, mieux encore, pour qu'il dresse un topo devant un groupe restreint de policiers. Ainsi « harponné », le conférencier peut se retrouver à traduire des interceptions téléphoniques dans des affaires antiterroristes. Ou devenir « honorable correspondant », le temps d'un contrat taillé sur mesure.

Les services secrets français, fidèles au bon vieux système D, n'envisagent visiblement pas d'emboîter le pas au MI-5 britannique, qui vient de lancer sa première campagne de recrutement sur Facebook. Chez les mangeurs de grenouilles, l'agent très spécial est policier avant tout. La nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) ou la sous-direction de l'Information générale (succédant aux renseignements généraux au sein de la Sécurité publique) puisent à 97 % leurs effectifs parmi les 150 000 fonctionnaires du ministère. « Nos recrutements sont très ciblés dès la sortie des écoles de police, lance un patron du contre-espionnage. Certains élèves sont préemptés d'emblée par nos services. L'idée est de ne pas briser les ailes de l'oiseau rare, en l'affectant à la circulation... »

La matière est devenue exigeante. Un juge antiterroriste l'affirme : « Les nouveaux moyens accordés aux enquêteurs par la loi Perben 2 pour réaliser des écoutes téléphoniques et capter des données numériques, y compris des images, impliquent le recours à des profils plus techniques . » Il y a deux ans, le major à la sortie de l'école des commissaires était ingénieur télécoms de formation. Les services recrutent aussi par contrat des experts en téléphonie, en informatique ou en chiffrement. Une pratique d'autant plus indispensable que les protocoles de communication sur Internet se compliquent, avec des clés de sécurité inaltérables.

Des recrues parlant le pachtou

Rappelant que le « renseignement intérieur ne vise pas qu'à la traque de Ben Laden et ses amis », un agent du contre-espionnage ajoute que ses services bénéficient de « l'appui d'analystes des marchés financiers et de l'intelligence économique », d'« experts en géopolitique basés dans les ambassades » ou encore de « chercheurs dans la prolifération d'armes non conventionnelles et du nucléaire ». « Nous avons souvent besoin de déchiffrer la portée d'un document découvert en investigation, confesse un commissaire avec un sourire énigmatique. Parfois, un tuyau de première importance se joue sur quelques millimètres d'épaisseur d'une centrifugeuse nucléaire et seul un expert peut nous le démontrer... »

Par ailleurs, les limiers de l'ombre bûchent aussi sur les langues étrangères. « L'explosion des écoutes téléphoniques dans les enquêtes implique un nombre croissant de traducteurs, parfois en direct, pour décrypter les conversations des suspects », explique-t-on à la DCRI. L'arabe classique ne suffit plus, il faut aussi parler les dialectes locaux employés par les membres de certaines cellules.

Quelques dizaines de linguistes distingués épaulent donc la police. Outre les arabisants, les russophones ou les sinisants - de plus en plus nombreux -, les « grandes oreilles » ont recours aux recrues parlant le farsi, le pachtou ou encore l'hindi. « L'important, outre la confidentialité, est que le traducteur puisse saisir toutes les nuances de la langue, car les terroristes utilisent souvent des images pour évoquer leurs opérations, qualifiant, par exemple, les

explosifs de tomate et les pistolets de Compact Discs. » Fait assez curieux, la maîtrise courante de l'anglais est encore considérée comme un atout rare. « Contrairement à ce que l'on croit, l'anglophone parfait capable d'assister à des conférences techniques ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval ... », grimace-t-on à la DCRI. Il en irait de même avec l'hispanophone, très prisé par les services chargés de surveiller les Basques.

Enfin, le bon espion doit être un « procédurier » hors pair. « Une nullité de procédure peut mettre tout un dossier par terre et les magistrats antiterroristes sont très exigeants, prévient Louis Caprioli, ancien numéro deux de la DST et conseiller spécial du président du groupe de conseil Geos. Nos agents doivent savoir rédiger des notes classifiées impeccables pour la Direction générale de la police, mais aussi les Affaires étrangères, Matignon, voire l'Élysée, sur un feuillet maximum... » À ce titre, un commissaire frais émoulu de Sciences Po ou un « procédurier » de la brigade criminelle sont souvent cités comme l'excellence.

Une fois recrutés, reste à fidéliser les espions. Ce qui n'est pas une mince affaire. « En effet, ils sont rémunérés selon leur diplôme, comme le prévoit la fonction publique, rappelle un responsable de l'espionnage français. Or il est difficile de conserver un hindou recruté dans la rue et payé avec des queues de cerises parce qu'il n'a même pas le BEPC... » À l'autre bout de l'échelle, garder les surdiplômés tourne aussi au casse-tête, faute de pouvoir aligner des salaires correspondants aux prix du marché. « Ces cerveaux partent à la première occasion, notamment pour rejoindre la DGSE qui n'est pas soumise aux mêmes contraintes budgétaires... », confie un spécialiste.

« Quand le financement ne suit pas, il est difficile de conserver certains contractuels, concède-t-on au siège de la DCRI. Mais nombre d'entre eux continuent de travailler pour nous en raison de ce parfum de secret qui nous entoure et du label secret défense qu'il pourra rentabiliser ensuite. L'estampille d'une direction comme la nôtre est un gage de professionnalisme sur un CV... » D'ailleurs, les candidatures spontanées de jeunes -ingénieurs, techniciens et analystes atterrissent régulièrement à -Levallois, siège de la DCRI. Vanter les attraits d'un univers où le secret confine à la paranoïa a de quoi rendre schizophrènes les « sergents recruteurs » du contre-terrorisme.

Pourtant, il y a un souffle nouveau en matière de recrutement : sortant de leur tour de verre et d'ivoire, les policiers de la DCRI multiplient les conférences de « sensibilisation » dans les grandes banques, entreprises et laboratoires, mais aussi dans de prestigieuses écoles comme Supelec, l'École supérieure de chimie ou encore Centrale. L'année dernière, pas moins de 980 « ren-contres » ont été organisées, touchant un auditoire d'environ 40 000 personnes ! Et souvent, en marge d'un discours sur la sécurité économique ou les atteintes à l'intégrité de l'État, des cartes de visite s'échangent selon les affinités.

Pionnière, Sciences Po Paris offre depuis trois ans, au sein de son master Affaires internationales, un séminaire d'un genre bien particulier. Intitulé « Renseignement dans la lutte antiterroriste », il est animé de façon très pratique par Jean-Pierre Pochon, un des seuls hauts fonctionnaires à être passés tour à tour par la direction centrale des RG, la DST et la DGSE. Se fondant sur son « expérience professionnelle » et un solide réseau d'invités peu habitués à la lumière, le « maître espion » y anime une « réflexion collective à haute voix » sur al-Qaida, l'islamisme radical, les « technologies de sécurité » ou encore la délicate gestion des « ressources humaines ».

« La mémoire, avant tout »

Bref, un formidable apprentissage pour d'éventuels espions en herbe. Et peut-être une idée à souffler à Bernard Bajolet, coordonnateur national du renseignement, qui planche sur une inédite académie. Dévoilée dans le livre blanc sur la Défense et la Sécurité intérieure le 17 juin dernier par Nicolas Sarkozy, cette pépinière développera à terme un véritable « tronc commun » entre les services civils et militaires, sanctionné par un « brevet reconnu par tous ».

Les nouveaux profils des espions à la française

Pour l'heure, le renseignement avance en ordre dispersé. La DCRI, mue par une volonté expansionniste à l'international, concurrence la DGSE. Chaque maison cultivant ses spécificités avec un soin tout particulier. « Il n'y a pas si longtemps, se souvient un magistrat de la structure centrale antiterroriste, nous croisions durant nos instructions une poignée de fonctionnaires blanchis sous le harnais qui détenaient un savoir encyclopédique sur les réseaux. Ils étaient un peu les griots de la surveillance du territoire. »

Mais leur départ à la retraite représentait une perte irremplaçable pour le service. Il a donc fallu les débriefer pour qu'ils puissent faire partager leurs précieuses informations. « Le renseignement, c'est avant tout de la mémoire », explique un ancien du contre-espionnage. Elle se retrouve en partie conservée dans le nouveau fichier, Cristina, de la DCRI. Un responsable de cette direction met toutefois en garde : « Les fichiers ne sont rien sans les clés de lecture de l'expérience . »

La modernisation du renseignement reste un combat. À la différence de l'Angleterre, où l'on pratique l'« intelligence » comme on respire ou comme on joue au cricket, la France ne vit pas en harmonie avec ses services de renseignement. Les sulfureux « carnets noirs » de l'ex-patron des RG Yves Bertrand n'ont pas arrangé les choses. Aujourd'hui, le renseignement français - 12 000 civils et militaires en France - se moralise et avance à couvert derrière l'opaque paravent du statut « secret défense ». Pour en bénéficier, avoir le bon profil ne suffit pas. Un lien familial avec certains pays ou une fâcheuse addiction découverte lors d'une enquête d'habilitation peut vous fermer à jamais les portes de ce cénacle très fermé. « En revanche , sourit un ancien, lorsqu'on a franchi les portes de la grande maison, on n'en ressort jamais vraiment... »



La nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (ici, son siège à Levallois-Perret) recrute en majorité les élèves des écoles de police, mais elle s'adjoint aussi des analystes financiers, des experts en géopolitique ou des linguistes. Crédits photo : AFP

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/actualite-fr...>